

Roma crescit. Une histoire économique et sociale de Rome au XV^e siècle

Résumé de la thèse

L'objet de la thèse est de comprendre les modalités de la croissance économique que connaît la ville de Rome entre la fin du XIV^e siècle et les premières décennies du XVI^e siècle. Cette croissance démographique et économique majeure est provoquée par le retour progressif des papes et de la Curie pontificale à Rome après la parenthèse du Schisme : l'afflux des capitaux étrangers (notamment florentins) et les mobilités polarisées par la ville alimentent l'essor de cette nouvelle capitale, qui acquiert au cours du Quattrocento une nouvelle centralité au sein de la péninsule italienne et, dans une certaine mesure, à l'échelle européenne. La thèse s'attache à décrire les rythmes mais aussi les conséquences de la croissance économique sur la société romaine, en montrant en particulier l'accentuation des inégalités sociales.

Dans l'historiographie, Rome est un objet historique excentré : à la jonction entre Italie du Nord et Mezzogiorno, Rome est au début du XV^e siècle une ville moyenne d'Italie centrale. Cette thèse vise à combler une lacune historiographique, en proposant une synthèse inédite sur le XV^e siècle romain. Elle s'inscrit par ailleurs dans un courant de recherches portant le regard sur la Rome des Romains, qui, à bien des égards, était apparue jusqu'alors comme secondaire : en marge de l'histoire de la papauté, de la Curie, de la construction des États pontificaux tout d'abord. À l'ombre de l'histoire des grandes cités d'Italie septentrionale, Florence, Venise, Milan ensuite. Longtemps l'historiographie souligna la spécificité du cas romain, son originalité irréductible au sein du paysage des villes d'Italie. Ce n'est qu'au cours des dernières années que ce préjugé historiographique fut revu et corrigé, par la mise en lumière de similitudes entre la société romaine et les sociétés urbaines d'Italie du Nord. Ce renversement historiographique replace Rome au centre de l'attention, comme un laboratoire qui pourrait nous amener à réviser notre manière de penser les sociétés urbaines italiennes.

*

C'est dans ce cadre que s'inscrit la thèse, qui s'articule en six chapitres.

Le chapitre liminaire porte sur l'encadrement de l'économie romaine par la papauté : il s'attache à montrer, d'un point de vue macro-économique, comment, à partir du pontificat de Martin V (1417-1431), la présence du pape et de la curie à Rome a provoqué une croissance démographique et économique sans équivalent. À l'échelle du *districtus Urbis*, à l'échelle interrégionale et même internationale, l'attractivité de Rome croît à tel point qu'elle polarise des échanges de marchandises mais aussi des mobilités très diverses. La curie devient un acteur économique majeur dans la Rome du XV^e siècle, puisque ses membres bénéficient de privilèges spécifiques en particulier d'une exemption des droits de douane à l'importation, ce qui donne lieu à l'émergence de deux marchés urbains parallèles, un « marché curial » et un « marché citadin ». En outre, jusqu'au milieu du XV^e siècle, la présence ou l'absence de la

curie modifie sensiblement les rythmes économiques romains et explique en partie l'irrégularité de la croissance économique. L'augmentation et la diversification des importations sont manifestement liées aux exigences des nouvelles élites urbaines, qui se conjuguent à une demande croissante en denrées de première nécessité due à la croissance démographique et à l'afflux des pèlerins. Grâce aux registres des douanes de Sant'Eustachio et de Ripa, l'étude des importations dévoile une « respiration » économique spécifique à la Rome du Quattrocento, créée par la superposition des cycles du calendrier agricole et des scansionnements du calendrier liturgique : la démographie élastique qui caractérise cette ville de pèlerinage se traduit par un marché à géométrie variable.

Le formidable essor économique de Rome est soutenu par les interventions des différents papes qui, sans qu'on puisse véritablement parler d'une « politique pontificale » continue et homogène pour l'ensemble du XV^e siècle, encouragent les importations, encadrent les mouvements des prix, régulent les échanges afin de garantir l'approvisionnement urbain. Cet encadrement est mis au service de l'affirmation d'un État régional dominant un vaste hinterland et vise à optimiser les revenus de la ville-capitale. Les interventions pontificales dans l'économie romaine oscillent entre un encadrement strict et la « moralisation » des échanges d'une part, et une forme de « libéralisme » romain dans lequel la marge de manœuvre laissée aux artisans et marchands, romains comme étrangers, est sans commune mesure avec ce que l'on peut observer dans d'autres villes italiennes.

Cependant, du point de vue des contemporains, la croissance reste longtemps incertaine, « sur le fil », au moins pendant les deux premiers tiers du siècle. Le climat de confiance qui s'établit à partir du pontificat de Sixte IV (1471-1484) joue à plein dans la nette accélération de l'essor démographique et économique qu'on observe à partir des années 1470. Ce constat me permet de revoir la chronologie de cette croissance, qui n'a rien de linéaire, loin s'en faut. En outre, c'est un « discours de crise » qui semble prévaloir sous la plume des Romains, dont certains comme Stefano Infessura ou Marco Antonio Altieri dressent de véritables réquisitoires contre l'ingérence des papes dans l'économie urbaine. Alors que leurs critiques ont été le plus souvent lues de manière univoque comme des critiques politiques qui, même lorsqu'elles évoquent des questions économiques, reposeraient uniquement sur la nostalgie de l'autonomie communale et le rejet de la Chambre apostolique, il me semble que l'on ne peut écarter complètement une clé de lecture économique. Peut-être nos Romains sont-ils victimes du « paradoxe d'Easterlin » ? Si l'on suit cette piste, il n'y aurait aucune incompatibilité entre la conscience des retombées économiques positives induites par la papauté et un mécontentement qui résulte de l'écart entre les niveaux de fortune des élites romaines et des nouvelles élites curiales. Ce n'est pas tant le profit qu'ils en retirent, que celui qu'ils *pourraient* ou *devraient* en retirer, comparativement aux nouvelles familles qu'ils côtoient, qui est au cœur de ce « discours de crise ».

*

Afin de vérifier l'idée d'une rupture entre le second XIV^e siècle et le début du XV^e siècle, il paraissait naturel de s'intéresser, dans un deuxième chapitre, à l'économie rurale et aux relations entre Rome et la Campagne romaine. Le *casale* – grand domaine foncier de la Campagne romaine – était au centre même du fonctionnement économique de

Rome dans la seconde moitié du Trecento, mais aussi de l'émergence d'un nouveau groupe social, celui des *bovattieri*. C'est ce modèle qui est mis à l'épreuve au siècle suivant, notamment du fait de la baisse de la rente foncière. Comme dans l'Italie centrale et méridionale, Rome s'engage dans la voie du *latifundium*, d'une économie pastorale extensive organisée autour de la monoculture du grain. La déprise humaine qui s'accroît dans la Campagne romaine et l'extension de l'inculte expliquent la baisse de la production céréalière, peu encouragée par l'annone pontificale. Ces transformations de grande ampleur provoquent la concentration des terres et des troupeaux entre les mains d'un petit nombre de propriétaires et d'« entrepreneurs de la transhumance ».

La déprise qui affecte la Campagne romaine est causée par l'écart grandissant entre la rente foncière et la rente immobilière : les capitaux investis dans le *casale* sont massivement réinvestis dans l'économie urbaine, en particulier sur le marché immobilier. L'atonie du marché de la terre s'explique donc en grande partie par le dynamisme de la rente immobilière. Cependant, dès le début du XVI^e siècle s'affirme une ruralisation des capitaux : confrontés aux incertitudes de la croissance urbaine, inquiets pour la rentabilité de leurs investissements dans la pierre après les mesures prises par Sixte IV, les acteurs transfèrent leurs capitaux dans le *casale* qui apparaît comme un refuge durable. Ainsi, dès les années 1510, soit quelques années avant la chute de la rente immobilière, le retour à la terre gagne les élites romaines : le regain de la fonction résidentielle du *casale* pour la noblesse citadine romaine est l'un des aspects d'un retour à la terre qui marque la plupart des campagnes italiennes en cette fin de Moyen Âge.

*

Le réinvestissement des capitaux ruraux dans l'économie urbaine me conduit à étudier, dans un troisième chapitre, la géographie et les acteurs de la production artisanale et de la commercialisation urbaines. La confrontation des actes de la pratique et des apports récents de l'archéologie permet de réévaluer l'importance de la production artisanale à Rome et, partant, de remettre en cause l'ancien paradigme de « ville de consommation ». La répartition de ces activités au sein du tissu urbain est tout à fait originale : la polycentralité des lieux de production et de commercialisation est assurément l'une des caractéristiques qui distingue radicalement Rome des autres villes d'Italie centro-septentrionale. Au cours de la période émergent de nouveaux pôles – le Campo de' Fiori, la place Navone, la *platea Pontis* et bientôt le Vatican – qui s'affirment au détriment de l'ancienne centralité capitoline et qui participent d'une densification des quartiers de l'anse du Tibre.

La polycentralité romaine et l'immensité d'un territoire urbain qui comprend de vastes espaces non bâtis expliquent comment se concilient une tendance à la répartition homogène des activités dans la ville et une tendance au regroupement et à la spécialisation de quelques zones bien délimitées. Il semble difficile de parler de « zonage » pour qualifier la distribution topographique des activités économiques au sein du tissu urbain : si quelques métiers spécifiques semblent faire l'objet d'une certaine concentration, la plupart obéissent au principe de l'ubiquité et certains, à l'image des forgerons, des potiers ou des artisans du livre, connaissent un phénomène de déconcentration, gagnant de nouveaux territoires dans la seconde moitié du XV^e siècle et au début du XVI^e siècle. À Rome, la faiblesse de

l'encadrement des activités économiques s'exprime par le caractère singulièrement peu marqué de la relégation des activités polluantes en périphérie. On retrouve là l'idée d'un semi-dirigisme romain, dans lequel la spontanéité tient une place déterminante.

L'adaptation des structures socio-économiques est dictée par l'évolution des modes de consommation : l'installation à Rome de la curie et de nombreuses élites étrangères crée un marché de consommateurs atypique auquel l'offre tend à s'adapter. La diversification des régimes alimentaires d'une grande partie de la société romaine explique la prospérité des métiers de l'alimentation, en particulier des bouchers et des poissonniers : les quantités de viande et de poisson consommées à Rome disent quant à elles l'augmentation généralisée des niveaux de vie. L'étude approfondie que je consacre aux métiers de l'alimentation, et plus précisément aux poissonniers et aux bouchers, montre une concentration accrue de la filière entre les mains des acteurs les plus solides financièrement. À travers cette enquête prosopographique, c'est à la fois l'ascension sociale spectaculaire de certains individus qui apparaît, mais aussi l'hétérogénéisation des groupes sociaux et partant, l'accentuation des inégalités sociales dans la Rome du Quattrocento.

Cette faculté d'adaptation à la conjoncture économique est à n'en pas douter l'une des caractéristiques des sociétés médiévales et explique l'ascension sociale de certaines catégories socio-professionnelles, dont les bouchers romains constituent un cas d'école. Toutefois l'hétérogénéisation des différents groupes socio-professionnels traduit l'accentuation des inégalités au sein de la société romaine, si bien qu'il est difficile de parler d'une mobilité sociale de groupe. Cette fragmentation d'un groupe social se retrouve dans la noblesse citadine qui perd son ancienne cohésion et met en œuvre une diversification des attitudes et des pratiques économiques.

*

Après avoir envisagé les milieux populaires et la mobilité de ces élites artisanales et marchandes, c'est la noblesse citadine qui a retenu mon attention. Le quatrième chapitre est consacré à la diversification de leurs pratiques économiques et à la mise en évidence d'attitudes collectives qui caractérisent différents profils au sein de l'ancien groupe des *bovattieri*. Pour la majorité d'entre elles, les familles de la noblesse citadine du XV^e siècle ne participent plus du modèle de la *bovatteria* mis en évidence par Jean-Claude Maire Vigueur pour le second Trecento. Ainsi, ce groupe social, qui se caractérisait par quelques traits bien spécifiques fondant son homogénéité et sa cohésion (l'investissement spéculatif dans le *casale* et le grand élevage, la constitution de tènements urbains, l'appartenance à la confrérie du Saint-Sauveur), n'existe plus passées les premières décennies du XV^e siècle. La *bovatteria* constitue donc un « moment », un paradigme éphémère, devenu caduc un siècle plus tard. Cette obsolescence s'explique non pas seulement parce que les noms des familles qui composent la noblesse citadine ne sont, en grande partie, plus les mêmes – si c'était là le seul argument, il ne pourrait s'agir que d'un simple renouvellement des élites, de cette « circulation des élites » chère au courant élitiste, sans conséquence sur la forme de la société. C'est tout le contraire ici, puisque l'étude des patronymes révèle surtout une diversification des canaux de la mobilité sociale et des centres d'intérêt d'un groupe. Si un noyau dur d'irréductibles *bovattieri* tient bon, c'est l'ensemble des pratiques économiques et des

secteurs d'investissement du groupe qui s'est rééchelonné au cours de la période. Parmi les nouveaux secteurs d'investissement des anciens *bovattieri*, se distinguent le grand commerce, la spéculation immobilière mais aussi l'obtention d'offices à la curie. Ces derniers constituent l'une des voies privilégiées de l'enrichissement et de l'ascension sociale au sein d'une noblesse citadine qui entre en concurrence avec les milieux curiaux.

L'hétérogénéisation de la noblesse citadine romaine procède-t-elle de divergences politiques, de la nature de leurs rapports avec la papauté ? J'ai été amenée à nuancer l'opposition traditionnelle entre « familles municipales » et « familles curiales », en m'inspirant de l'observation des modernistes comme Maria Antonietta Visceglia selon laquelle l'historiographie a adopté une vision trop dichotomique de la Rome du début du XVI^e siècle, exagérant et fossilisant l'opposition entre un souverain-pontife toujours plus puissant et un gouvernement urbain affaibli et humilié. À mon sens, cette dichotomie demeure très forte au moins jusqu'à la conjuration de Stefano Porcari (1452) et chez un certain nombre de familles qui ne se résoudront jamais à s'associer au pouvoir pontifical. Dans la seconde moitié du XV^e siècle toutefois, se dessine une évolution à mesure que certains Romains intègrent les milieux curiaux en redéfinissant la *romanitas* comme un mode original conjuguant dans un même mouvement universalisme et cité.

*

Le cinquième chapitre porte sur la production d'un nouvel espace urbain, conséquence directe des évolutions socio-économiques décrites dans les chapitres précédents. Les transformations de l'espace urbain, envisagées tant du point de vue de la production de nouveaux édifices et d'un nouveau plan d'urbanisme que du marché immobilier, constituent un élément fondamental de la croissance de Rome au XV^e siècle. Les rythmes économiques dégagés dans le premier chapitre se retrouvent ici dans l'essor du marché immobilier, puisque les prix de vente décroissent dès 1520.

L'évolution des manières d'habiter, à travers la fermeture des espaces intermédiaires comme les portiques, la monumentalisation des façades et la construction des palais cardinalices, produit un paysage urbain original qui reflète les changements à l'oeuvre dans la société. L'accentuation des inégalités sociales, la concurrence au sein des élites pour maintenir son rang, la nécessité d'être visible au sein du territoire urbain, produisent un nouvel espace urbain, caractérisé par l'émergence d'une rente urbaine différenciée et par la hiérarchisation naissante des quartiers. Si l'on doit souligner que dans l'ensemble, la mixité sociale prévaut dans chacun des *rioni*, il reste qu'une tendance à la segmentation socio-spatiale et à la relégation des populations défavorisées à la marge du territoire urbain, se fait jour.

*

L'objet du dernier chapitre est d'étudier les mécanismes par lesquels les familles romaines, et plus particulièrement la noblesse citadine, ont cherché à se perpétuer et à maintenir leur rang dans une ville de cour. La transmission des patrimoines, les pratiques successorales et les stratégies matrimoniales sont au cœur de cette recherche de la pérennité : celle-ci semble compliquée dans une société en pleine mutation, confrontée à la concurrence

des familles étrangères attachées à la cour pontificale et aux cours cardinalices. Tenir son rang pour la noblesse romaine du XV^e siècle, c'est soutenir la comparaison avec le monde de la curie.

Entre stimulante émulation et crainte du déclassement, la présence de la curie joue un rôle déterminant dans l'évolution des comportements des Romains quant au partage des héritages, à la place des femmes au sein du lignage, à leur appropriation du territoire romain, rural comme urbain. Les premiers signes de l'éclatement des anciens lignages viennent peu à peu fissurer la forte cohésion qui était immanquablement attachée aux familles romaines du XIV^e siècle. La fin de la résidence commune dans la *domus magna* paternelle en est l'un des marqueurs les plus visibles. Entre le maintien des solidarités lignagères et le resserrement des liens de parenté autour de la famille conjugale, les familles romaines offrent une raison supplémentaire d'apporter une réponse nuancée au débat historiographique qui porte sur la configuration de la famille dans les villes italiennes du XV^e siècle. Evoluant vers l'exclusion des filles et vers la primogéniture, les règles de l'héritage témoignent de la conformité du cas romain par rapport à l'Italie septentrionale.

La compétition sociale se traduit dans l'inflation des dots et des trousseaux, dans l'affirmation de la patrilinéarité, dans une culture des apparences que tentèrent en vain de tempérer les normes somptuaires. L'aristocratisation de quelques familles de la noblesse citadine atteste l'imitation du modèle baronnial, à travers notamment la patrimonialisation des *casali* de famille et l'inflation dotale. Pour les élites, l'ostentation devient l'un des moyens de maintenir son rang, de préserver une visibilité indispensable à la conclusion des alliances comme à l'obtention des charges et des honneurs. Souvent contournées, les lois somptuaires participent du faible encadrement de la société romaine et visent plutôt à rendre l'ordre social visible et lisible dans le paysage urbain.

Enfin, les transformations de l'onomastique et l'invention de généalogies mythiques servent la construction d'une mémoire familiale autour de la *romanitas* qui devient l'un des nouveaux moyens de la légitimation du statut social. L'épigraphie des pierres tombales et l'architecture des monuments funéraires sont en dernier ressort le lieu de la célébration de la mémoire familiale comme de la mémoire de soi. La fiction d'une ascendance antique revendiquée par certaines familles romaines constitue un nouveau paramètre de la distinction sociale qui doit contribuer à faire reconnaître leur supériorité par rapport à la noblesse italienne. En ce sens, l'invention généalogique à Rome est d'une autre nature que dans les autres villes d'Italie, puisqu'à Venise par exemple elle avait pour fonction de rapprocher certaines familles du patriciat vénitien des autres familles de l'aristocratie italienne contemporaine. À Rome au contraire, la convocation des mânes antiques accompagne la réactivation des vertus civiques et une nouvelle moralisation de la politique qui justifie une hégémonie romaine sur l'ensemble de la péninsule italienne. Le propos n'est donc pas d'égaliser les familles de l'aristocratie italienne, mais bien de les surpasser.